

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

NUMÉRO SPÉCIAL

Matahiti 173
N° 54 - Numera Taac

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 4
no Atopa 2024

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Pages

Lois du pays

Loi du pays n° 2024-27 du 4 octobre 2024 portant modification de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes	5224
Loi du pays n° 2024-28 du 4 octobre 2024 portant modification de la loi du pays n° 2023-30 du 29 août 2023 renforçant le pilotage et la déconcentration de la politique touristique de la Polynésie française	5226
Loi du pays n° 2024-29 du 4 octobre 2024 portant modification de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française	5226
Loi du pays n° 2024-30 du 4 octobre 2024 relative aux aides en faveur des pensions de famille	5229
Loi du pays n° 2024-31 du 4 octobre 2024 portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française	5232

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOIS DU PAYS

Loi du pays n° 2024-27 du 4 octobre 2024 portant modification de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes

NOR : DBF23203400LP

Après avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — L'alinéa 3 de l'article LP. 1er de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 est modifié comme suit : les termes « sociétés d'économie mixte communales » sont remplacés par les termes « entreprises publiques locales associant des communes ».

Art. LP. 2. — Il est inséré après le premier alinéa de l'article LP. 20 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 un alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Lorsque le demandeur est un établissement public, cet état récapitulatif peut être accompagné de documents estimatifs détaillés, datés et signés par l'organisme, clairement identifié, qui les a établis. »

Art. LP. 3. — À la fin de l'alinéa 2 de l'article LP. 24 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017, le mot « devis » est remplacé par les termes « montant estimé du projet ».

Art. LP. 4. — Il est inséré après les dispositions de l'article LP. 24 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 les articles ainsi rédigés :

« Art. LP. 24-1. — Les trois articles suivants déterminent les dispositions spécifiques aux établissements publics.

Art. LP. 24-2. — Le montant des subventions ainsi déterminé revêt un caractère provisoire. Le montant peut être revu, par l'autorité compétente et dans les mêmes formes, à la suite des procédures de passation des marchés publics, avant la notification du ou des marchés au (ou aux) titulaire(s). Le montant de la subvention ainsi établi devient définitif.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, les subventions peuvent être révisées dans le cas où des sujétions imprévues indépendantes de la volonté du bénéficiaire conduisent à une profonde remise en cause du montant revu à la suite des procédures de passation des marchés publics.

Art. LP. 24-3. — Des demandes de subventions complémentaires peuvent être sollicitées dans les cas où les coûts d'objectifs de l'opération précédemment financée se trouvent modifiés.

Art. LP. 24-4. — Le montant des subventions attribuées ne peut être supérieur au montant réel et justifié des dépenses concernées. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu en est demandé au bénéficiaire. »

Art. LP. 5. — L'alinéa 2 de l'article LP. 39 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 est rédigé comme suit :

« Il appartient au conseil des ministres, sur rapport conjoint du ministre chargé des finances et du ministre en charge du secteur dans lequel s'inscrit le projet, d'apprécier le caractère d'intérêt général de l'activité du demandeur. »

Art. LP. 6. — L'alinéa 2 de l'article LP. 40 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 est ainsi rédigé : « Au sens du présent article, sont considérées comme sociétés de droit privé en difficulté, les sociétés dont les capitaux propres sont inférieurs à la moitié du capital social et celles faisant l'objet d'une procédure collective. »

Art. LP. 7.— Les alinéas 2 à 6 de l'article LP. 41 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 sont abrogés.

Art. LP. 8.— Il est inséré après l'article LP. 41 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017, trois articles numérotés LP. 41-1 à LP. 41-3 ainsi rédigés :

« Art. LP. 41-1.— Pour les sociétés de droit privé dans lesquelles la Polynésie française ne détient aucune participation, l'emprunt ne peut être garanti au-delà de 30 % de son montant.

Pour les sociétés de droit privé dans lesquelles la Polynésie française détient une participation, l'emprunt ne peut être garanti au-delà de 50 % de son montant.

La limitation prévue à l'alinéa précédent est portée à 85 % du montant de l'emprunt lorsqu'une société d'économie mixte concourt, par des investissements mobiliers et/ou immobiliers, à l'amélioration de la desserte aérienne ou maritime de la Polynésie française ou lorsqu'il s'agit de confier à une société d'économie mixte la réalisation pour le compte de la Polynésie française d'une opération d'aménagement. Cette opération d'aménagement est définie comme ayant pour objet de mettre en œuvre la politique de l'habitat de la Polynésie française, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, de permettre la restructuration urbaine, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

Pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes privés de logement social relevant de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social ou les sociétés d'économie mixte, et avec le bénéfice de prêts adossés à des ressources défiscalisées, à des fonds d'épargne et/ou à l'épargne réglementée, la Polynésie française peut garantir la totalité du montant de l'emprunt jusqu'à deux (2) milliards de francs Pacifique par opérateur.

Art. LP. 41-2.— La somme des annuités à échoir au cours de l'exercice relatives aux emprunts déjà garantis au profit d'un même débiteur, majorée du montant de la première annuité entière du nouveau concours à garantir au profit dudit débiteur, ne pourra excéder 10 % de la capacité de garantie de la Polynésie française.

Art. LP. 41-3.— Les limites prévues aux articles LP. 41, LP. 41-1 et LP. 41-2 sont cumulatives. »

Art. LP. 9.— Il est inséré après l'article LP. 43 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 un article LP. 43-1 ainsi rédigé :

« Art. LP. 43-1.— L'article LP. 43 ne s'applique pas aux organismes privés de logement social relevant de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social ni aux sociétés d'économie mixte, bénéficiaires de la garantie de la Polynésie française pour leurs emprunts adossés à des ressources défiscalisées, à des fonds d'épargne et/ou à l'épargne réglementée dans le cadre des opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements.

En contrepartie du service rendu, 5 % minimum des surfaces habitables sont soumises au droit de réservation préférentiel au bénéfice des organismes ayant pour objet la gestion locative solidaire de biens immobiliers pour soutenir les ménages en difficultés financières à se loger convenablement et pour les accompagner dans un projet de vie. »

Art. LP. 10.— Le 2^e alinéa de l'article LP. 44 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 est modifié comme suit :

- le nombre « 2043 » est remplacé par le nombre « 2039 » ;
- le membre de phrase « à la date de l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française » après Polynésie française, est supprimé.

Art. LP. 11.— L'article LP. 45 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 est ainsi rédigé :

« Art. LP. 45.— La Polynésie française peut garantir l'intégralité des engagements de la filiale de la société publique dont elle détient des participations et dont l'objet est de contribuer, par l'intermédiaire de ladite filiale, au financement des collectivités actionnaires, dans la limite de son encours de dette auprès de cette filiale.

Les conditions de mise en œuvre de cette garantie sont prévues par les statuts de la société et de sa filiale.

Le présent article n'est pas soumis aux dispositions des articles LP. 39 à LP. 43. »

Art. LP. 12.— Les modalités d'application des articles LP. 41-1 et LP. 43-1 sont prévues par arrêtés pris en conseil des ministres.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 4 octobre 2024.
Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des grands travaux,
de l'équipement,
Jordy CHAN*

*Le ministre de l'économie,
du budget et des finances,
Warren DEXTER*

*Le ministre de l'agriculture,
des ressources marines,
de l'environnement,
Taivini TEAI*

Travaux préparatoires :

- avis n° 22 CESEC du 5 juin 2024 du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;
- arrêté n° 865 CM du 24 juin 2024 soumettant un projet de loi du pays à l'Assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission de l'économie, des finances et du budget le 23 juillet 2024 ;
- rapport n° 68-2024 du 23 juillet 2024 de Mmes Béatrice FLORES-LE GAYIC et Elise VANAA, rapporteuses du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 22 août 2024 ; texte adopté n° 2024-20 LP/APF du 22 août 2024 ;
- publication à titre d'information au JOPF n° 50 NS du 30 août 2024.

**Loi du pays n° 2024-28 du 4 octobre 2024 portant
modification de la loi du pays n° 2023-30 du 29 août 2023
renforçant le pilotage et la déconcentration de la
politique touristique de la Polynésie française**

NOR : SDT23202988LP

Après avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er.— Le chapitre IV de la loi du pays n° 2023-30 du 29 août 2023 renforçant le pilotage et la déconcentration de la politique touristique de la Polynésie française est ainsi modifié :

- 1° Les dispositions de l'article LP. 15 sont remplacées par les dispositions suivantes :
« Chaque comité du tourisme agréé signe une convention d'objectifs et de moyens avec le groupement d'intérêt économique Tahiti Tourisme. » ;
- 2° Le quatrième alinéa de l'article LP. 16 est ainsi rédigé :
« - les moyens, notamment matériels et financiers, dédiés aux objectifs et projets ; » ;
- 3° Le huitième alinéa de l'article LP. 16 est abrogé ;
- 4° Au premier alinéa de l'article LP. 17, les mots « Le service en charge du tourisme » sont remplacés par les mots « Le groupement d'intérêt économique Tahiti Tourisme » ;
- 5° Au deuxième alinéa de l'article LP. 17, après les mots « des engagements contractuels, » sont insérés les mots « sur proposition du groupement d'intérêt économique Tahiti Tourisme. ».

Art. LP. 2.— Aux articles LP. 13, LP. 16 et dans l'intitulé du chapitre IV de la loi du pays n° 2023-30 du 29 août 2023 renforçant le pilotage et la déconcentration de la politique touristique de la Polynésie française, le mot « pluriannuelles » est supprimé.

Fait à Papeete, le 4 octobre 2024.
Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
du budget et des finances,
Warren DEXTER*

Travaux préparatoires :

- avis n° 11 CESEC du 18 décembre 2023 du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;
- arrêté n° 919 CM du 2 juillet 2024 soumettant un projet de loi du pays à l'Assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission du tourisme et de la culture le 7 août 2024 ;
- rapport n° 82-2024 du 8 août 2024 de Mme Teumere ATGER-HOI, rapporteure du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 22 août 2024 ; texte adopté n° 2024-22 LP/APF du 22 août 2024 ;
- publication à titre d'information au JOPF n° 50 NS du 30 août 2024.

**Loi du pays n° 2024-29 du 4 octobre 2024 portant
modification de la loi du pays n° 2018-10 du
29 mars 2018 modifiée portant réglementation en
matière d'hébergement de tourisme en Polynésie
française**

NOR : SDT23202989LP

Après avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er.— Le chapitre Ier de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée est ainsi modifié :

- 1° À l'article LP. 1, après les mots : « de confort, » sont ajoutés les mots : « d'hygiène, » ;
- 2° Au premier alinéa de l'article LP. 2, après les mots : « les villas de luxe, » sont insérés les mots : « les chambres d'hôtes, » ;
- 3° Au quatrième alinéa de l'article LP. 3, les mots : « à l'article LP. 15 » sont remplacés par les mots : « à la section III du chapitre II » ;
- 4° À la fin de l'article LP. 3, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la catégorie d'hébergement touristique déclarée ne correspond pas à la définition qui en est donnée au chapitre II, le service en charge du tourisme en informe le déclarant afin que celui-ci corrige sa déclaration. À défaut de correction dans un délai d'un mois, le service en charge du tourisme procède à la rectification de la déclaration et en

informe le déclarant afin que celui-ci mette sa situation administrative, notamment fiscale, en conformité avec les dispositions applicables à la catégorie dont relève son hébergement touristique. » ;

5° À la fin du premier alinéa de l'article LP. 5, il est ajouté une phrase ainsi rédigée :

« Elle est en outre tenue de lui communiquer, dans le délai d'un mois à compter de leur survenance, toute modification portant sur ces informations et toute cessation d'activité. » ;

6° Les deux derniers alinéas de l'article LP. 5 sont remplacés par les alinéas ainsi rédigés :

- « - au groupement d'intérêt économique Tahiti Tourisme à des fins de recensement, de diffusion et de promotion de l'offre d'hébergement touristique ;
- à l'Institut de la statistique de la Polynésie française à des fins d'analyse statistique ;
- aux services administratifs de la Polynésie française, sous une forme ne permettant pas l'identification des personnes physiques, pour les besoins d'études et d'évaluations des politiques publiques notamment en matière économique, touristique, d'urbanisme, de logement, d'aménagement ou de développement durable. ».

Art. LP. 2.— Le chapitre II de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée est ainsi modifié :

- 1° Après le titre de la section II, les mots : « Dispositions communes » sont supprimés ;
- 2° À l'article LP. 8, les dispositions de la dernière phrase sont remplacées par les dispositions suivantes :
« L'exploitant d'une pension de famille accueille chez lui une clientèle de passage. Il assure, par sa présence et sa disponibilité, un accueil dans une ambiance familiale et dans la tradition de l'hospitalité polynésienne. » ;
- 3° Après l'article LP. 8, il est inséré un article LP. 8-1 ainsi rédigé :
« Art. LP. 8-1.— La pension de famille est dotée de locaux affectés à la réception et à la gestion des services proposés à la clientèle. Elle assure en outre le service d'entretien des unités d'hébergement et le service du petit déjeuner. » ;
- 4° À la fin de l'article LP. 9, il est ajouté une phrase ainsi rédigée :
« La pension de famille est équipée de salles d'eau et de toilettes individuelles ou collectives indépendantes de celles de l'exploitant. » ;
- 5° Les articles LP. 10 à LP. 13 sont abrogés ;
- 6° Après la section II, il est ajouté une section II bis ainsi rédigée :
« Section II bis - Catégorie « chambre d'hôtes »

Art. LP. 10.— La chambre d'hôtes est un établissement commercial d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation permanente ou saisonnière. L'exploitant d'une chambre d'hôtes accueille chez lui une clientèle de passage. Il assure, par sa présence et sa disponibilité, un accueil dans une ambiance familiale et dans la tradition de l'hospitalité polynésienne.

Art. LP. 11.— La chambre d'hôtes est constituée d'un nombre maximum de cinq (5) unités d'hébergement meublées pour une capacité maximale d'accueil de quinze (15) personnes (enfants jusqu'à 12 ans non compris). Les unités d'hébergement sont situées dans l'enceinte ou aux abords de la maison familiale. La chambre d'hôtes est équipée de salles d'eau et de toilettes individuelles ou collectives indépendantes de celles de l'exploitant. » ;

7° À la fin du deuxième alinéa de l'article LP. 18-1, il est ajouté une phrase ainsi rédigée :

« Ces caractéristiques, relatives à l'implantation, aux surfaces, aux équipements, aux services mis à disposition des clients, au développement durable, à l'hygiène et à la sécurité, sont précisées par arrêté pris en conseil des ministres. ».

Art. LP. 3.— Le chapitre III de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée est ainsi modifié :

1° À l'article LP. 20, les mots : « aux sections I, II et VI bis du chapitre II » sont remplacés par les mots : « aux sections I et II du chapitre II » ;

2° Les articles LP. 21, LP. 22 et LP. 22-1 sont remplacés par les articles suivants :

« Art. LP. 21.— Les hôtels de tourisme international et les pensions de famille peuvent demander leur classement en fonction de critères relatifs :

- à l'habitabilité, à l'équipement, à l'hygiène et à la sécurité ;
- aux activités proposées à la clientèle ;
- aux services et espaces communs ;
- au site d'implantation et à l'environnement de l'établissement ;
- aux exigences du développement durable.

Le classement des pensions de famille exige en outre le respect de critères relatifs au nombre minimal d'unités d'hébergement et aux activités culturelles ayant trait aux traditions polynésiennes qui sont proposées à la clientèle.

Ces critères sont définis par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. LP. 22.— Les hébergements touristiques de la catégorie « hôtels de tourisme international » font l'objet d'un classement par nombre d'étoiles croissant, de deux à cinq étoiles.

Art. LP. 22-1.— Les hébergements touristiques de la catégorie « pension de famille » font l'objet d'un classement par nombre de fleurs de tiare croissant, d'un à quatre tiare. » ;

3° Les dispositions du premier alinéa de l'article LP. 25 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice des règles applicables à chaque avantage octroyé, le classement obtenu en application de la présente loi du pays est exigé de tout établissement exerçant une activité

d'hébergement touristique pour bénéficier de subvention, prêt, caution, avantage social ou fiscal et, d'une manière générale, pour se prévaloir d'un avantage pouvant être accordé directement ou indirectement en faveur du secteur touristique par les pouvoirs publics, ou sur la base de fonds publics détenus par des organismes privés chargés d'une mission d'intérêt général.

Cette exigence n'est pas applicable aux actions de promotion ou de formation. » ;

4° Au premier alinéa de l'article LP. 26, les mots : « et le type » sont supprimés ;

5° Les dispositions de l'article LP. 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. LP. 27.— Les établissements classés apposent obligatoirement, sur leur façade ou à leurs abords, un panonceau officiel indiquant la catégorie d'hébergement touristique auxquels ils appartiennent, ainsi que leur classement dans la catégorie. Les caractéristiques du panonceau et les conditions de sa prise en charge par la Polynésie française sont fixées par arrêté pris en conseil des ministres.

Il est interdit d'identifier comme établissement d'hébergement touristique classé, de manière directe ou indirecte, par panonceau, insigne ou de toute autre manière susceptible d'induire le public en erreur sur sa qualité, un établissement qui ne l'aurait pas été en application des dispositions de la présente loi du pays. La même interdiction s'applique en cas de modification du niveau de classement ou de radiation de la liste des établissements d'hébergement touristique classés. » ;

6° À l'article LP. 28, les mots : « et un type » sont supprimés et les mots : « aux sections I, II et VI bis du chapitre II » sont remplacés par les mots « aux sections I et II du chapitre II » ;

7° Les dispositions du premier alinéa de l'article LP. 31 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le contrôle du respect des critères de sécurité exigés pour le classement est assuré selon les règles fixées par le code de l'aménagement.

Le contrôle des pensions de familles peut être effectué par des organismes ou personnes agréés au sens de l'article D. 515-6 du code de l'aménagement et des dispositions prises pour son application. Un arrêté pris en conseil des ministres fixe les critères de sécurité à contrôler. » ;

8° Au premier alinéa de l'article LP. 33, les mots : « et le type » sont supprimés ;

9° Le deuxième alinéa de l'article LP. 33 est supprimé ;

10° Après l'article LP. 33, il est inséré un article LP. 33-1 ainsi rédigé :

« Art. LP. 33-1.— Le bénéficiaire d'un avantage accordé conformément à l'article LP. 25, détenteur du récépissé de dépôt de dossier complet de demande de classement mentionné à l'article LP. 29, s'engage à finaliser la procédure de classement de son hébergement touristique dans un délai d'un an à compter de la réalisation effective du projet d'investissement pour lequel il a obtenu cet avantage.

En l'absence de classement dans ce délai ou en cas de rejet de sa demande de classement, le bénéficiaire perd le bénéfice de tous les avantages qui lui ont été accordés, à compter du jour qui suit la fin du délai mentionné à l'alinéa précédent ou du lendemain de la notification de la décision de rejet du classement.

En outre, sans préjudice des règles applicables à chaque avantage octroyé, celui-ci est tenu au remboursement des sommes perçues au titre des aides publiques mentionnées à l'article LP. 25. » ;

11° Les dispositions du premier alinéa de l'article LP. 34 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant d'un établissement d'hébergement touristique peut demander, en fonction de l'évolution de ses caractéristiques, un changement de catégorie d'hébergement touristique, une modification de son niveau de classement ou une radiation de la liste des établissements d'hébergement touristique classés. ».

Art. LP. 4.— Le chapitre IV de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée est ainsi modifié :

1° Les dispositions de l'article LP. 36 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. LP. 36.— Lorsqu'un établissement d'hébergement touristique classé a cessé d'être en conformité avec les conditions de classement dont il a fait l'objet et n'a pas satisfait aux injonctions qui lui ont été adressées par le service en charge du tourisme, le ministre du tourisme peut prononcer la modification de son niveau de classement selon les critères qui sont effectivement respectés, pour la durée restant à courir par rapport à la décision de classement initiale. » ;

2° À la fin de l'article LP. 38, il est ajouté deux alinéas ainsi rédigés :

« - qui ne remplit pas les critères de sécurité mentionnés à l'article LP. 31 ;
- qui a cessé d'être en conformité avec les conditions de classement dont il a fait l'objet. ».

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 4 octobre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
du budget et des finances,
Warren DEXTER*

*Le ministre de l'agriculture,
des ressources marines,
de l'environnement,
Taivini TEAI*

*Le ministre de l'éducation
de l'enseignement supérieur,
et de la culture,
Ronny TERIIPAIA*

Travaux préparatoires :

- avis n° 12 CESEC du 18 décembre 2023 du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;
- arrêté n° 926 CM du 3 juillet 2024 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission du tourisme et de la culture le 7 août 2024 ;
- rapport n° 79-2024 du 7 août 2024 de Mme Teremuura KOHUMOETINI-RURUA, rapporteure du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 22 août 2024 ; texte adopté n° 2024-23 LP/APF du 22 août 2024 ;
- publication à titre d'information au JOPF n° 50 NS du 30 août 2024.

**Loi du pays n° 2024-30 du 4 octobre 2024 relative
aux aides en faveur des pensions de famille**

NOR : SDT23202990LP

Après avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

TITRE Ier - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article LP. 1er.— La présente loi du pays a pour objet d'instituer et de définir les conditions et modalités d'attribution des aides en faveur des pensions de famille telles que définies par la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française.

Art. LP. 2.— Dispositifs d'aides

Les dispositifs d'aides financières directes en faveur des pensions de famille sont les suivants :

- a) L'aide au développement de programmes de création, de rénovation ou d'extension des unités d'hébergement et des locaux et espaces communs réservés à la clientèle ;
- b) L'aide au développement d'activités de loisirs portant sur l'acquisition d'équipements neufs pour les activités de loisirs au profit de la clientèle ;
- c) L'aide à la mise en conformité, dont l'objet est la participation au financement des frais d'études et de travaux de mise en conformité des installations existantes avec les normes et réglementations applicables en matière de sécurité des établissements recevant du public.

Un arrêté pris en conseil des ministres précise la nature des opérations mentionnées aux a), b) et c) du présent article, ainsi que les dépenses relevant de ces dispositifs d'aides.

Art. LP. 3.— Demandeurs

Les aides instituées par la présente loi du pays sont destinées aux personnes physiques ou morales ayant reçu du service en charge du tourisme un récépissé de déclaration d'activité d'hébergement touristique répondant aux caractéristiques de la pension de famille telles que définies par la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée.

Ces personnes doivent justifier que leur établissement est classé ou qu'elles détiennent le récépissé attestant du dépôt d'un dossier complet de demande de classement, conformément à la loi du pays mentionnée à l'alinéa précédent. Ce récépissé ne vaut pas promesse d'attribution de l'aide sollicitée.

Lorsqu'elles sollicitent un dispositif d'aides au développement pour un programme de création ou d'extension mentionné au a) de l'article LP. 2, ces personnes doivent en outre justifier de la réalisation de travaux ou de l'acquisition d'équipements visant à garantir l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Les dispositions du présent alinéa, dont les conditions et modalités d'application sont fixées par arrêtés pris en conseil des ministres, ne sont pas applicables aux exploitants de pensions de famille constituées de moins de dix (10) unités d'hébergement.

Tout demandeur doit, pour prétendre à une aide instituée par la présente loi du pays, avoir satisfait à la totalité des obligations relatives aux aides précédemment obtenues de la Polynésie française.

TITRE II - DES DISPOSITIFS D'AIDES

**CHAPITRE Ier - LES DISPOSITIFS D'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT**

Art. LP. 4.- I. - Les montants des aides mentionnées au a) et au b) de l'article LP. 2 sont respectivement limités aux plafonds de 10 000 000 F CFP (dix-millions de francs CFP) et 5 000 000 F CFP (cinq-millions de francs CFP).

II. - Les aides mentionnées au a) et au b) de l'article LP. 2 représentent, dans la limite des montants plafonds respectivement énumérés à l'alinéa précédent :

- 40 % du montant hors taxe de l'assiette éligible du projet concerné, si la pension de famille est située sur les îles de Tahiti, Moorea ou Bora Bora ;
- 50 % du montant hors taxe de l'assiette éligible du projet concerné, si la pension de famille est située sur une île de l'archipel des îles Sous-le-Vent à l'exception de l'île de Bora Bora ;
- 60 % du montant hors taxe de l'assiette éligible du projet concerné, si la pension est située sur une île autre que celles mentionnées aux deux alinéas précédents.

III. - Lorsque l'aide sollicitée concerne en tout ou partie des travaux ou des équipements portant sur la performance environnementale ou l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, le taux d'intervention mentionné au II est majoré de 20 % applicables au montant hors taxe de l'assiette éligible à ces travaux ou équipements sans pouvoir excéder le montant de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP).

Un arrêté pris en conseil des ministres précise les travaux et équipements éligibles à cette majoration.

Art. LP. 5.— I. - L'attribution de l'aide mentionnée au a) de l'article LP. 2 peut faire l'objet d'un traitement particulier dans les conditions définies au présent article.

II. - Lorsque le montant de l'aide au développement accordé en faveur d'une pension de famille classée n'a pas atteint la limite du montant plafond de 10 000 000 F CFP (dix-millions de francs CFP) mentionné au I de l'article LP. 4, le bénéficiaire peut solliciter au titre de cette aide, un complément dans un délai d'un an à compter du versement de la dernière tranche de l'aide accordée.

Lorsque le bénéficiaire de l'aide détient le récépissé de dossier complet de demande de classement prévu par la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée, ce délai court à compter du classement de son établissement.

III. - Les montants cumulés de l'aide au développement accordé et du complément ne peuvent dépasser le montant plafond de 10 000 000 F CFP (dix-millions de francs CFP) mentionné au I de l'article LP. 4.

Les taux d'intervention mentionnés au II de l'article LP. 4 sont applicables au montant hors taxe de l'assiette éligible du projet faisant l'objet d'une demande de complément.

CHAPITRE II - LE DISPOSITIF D'AIDE À LA MISE EN CONFORMITÉ

Art. LP. 6.— L'aide à la mise en conformité mentionnée au c) de l'article LP. 2 représente 50 % du montant hors taxe de l'assiette éligible du projet concerné, dans la limite d'un montant plafond d'1 500 000 F CFP (un-million-cinq-cent-mille francs CFP).

CHAPITRE III - DISPOSITIONS COMMUNES AUX DISPOSITIFS D'AIDES

Art. LP. 7.— Les aides sont accordées en considération des critères suivants :

- le montant total du projet et le bien-fondé de son coût ;
- la pertinence du projet par rapport aux orientations de la stratégie de développement touristique du pays.

Un arrêté pris en conseil des ministres précise, en tant que de besoin, les critères précités.

Art. LP. 8.— Les aides instaurées par la présente loi du pays ne sont ni cumulables entre elles, ni cumulables avec une autre aide accordée par les pouvoirs publics pour un même projet, y compris les dispositifs d'incitation fiscale prévus par le code des investissements de la Polynésie française.

Par exception, l'aide à la mise en conformité est cumulable soit avec l'aide au développement de programmes de création, de rénovation ou d'extension visée au a) de l'article LP. 2, soit avec l'aide au développement d'activités de loisirs visée au b) de l'article LP. 2.

Art. LP. 9.— Le bénéficiaire d'une aide ne peut présenter une demande en vue de bénéficier à nouveau des aides mentionnées à l'article LP. 2 qu'à l'issue d'un délai de cinq ans qui court à compter de l'arrêté d'octroi de l'aide précédente.

Dans le cas où l'exploitant de la pension de famille a bénéficié du complément mentionné à l'article LP. 5, ce délai court à compter de l'arrêté d'attribution de ce complément.

Art. LP. 10.— Les dossiers complets sont traités par ordre d'arrivée et dans la limite des crédits disponibles.

Art. LP. 11.— Un arrêté pris en conseil des ministres précise les conditions et modalités d'attribution des aides.

TITRE III - INSTRUCTION DES DEMANDES ET ATTRIBUTION DES AIDES

CHAPITRE Ier - LE DOSSIER DE DEMANDE

Art. LP. 12.— Dépôt et instruction du dossier

La demande d'aide est formulée auprès du service en charge du tourisme par l'exploitant de la pension de famille. Lorsque l'exploitant est une personne morale, la demande est formulée par son représentant légal.

La demande peut être effectuée par voie électronique ou directement auprès du service en charge du tourisme. Celui-ci instruit la demande et, dans un délai d'un mois à compter de sa réception, informe le demandeur du caractère complet du dossier ou réclame la production de pièces ou informations manquantes. Dans ce dernier cas, le demandeur dispose d'un délai maximum de six mois pour compléter son dossier. En l'absence de fourniture des éléments demandés à l'expiration de ce délai, la demande d'aide est réputée rejetée.

Les modalités de dépôt et d'instruction des dossiers ainsi que les documents justificatifs requis à l'appui d'une demande d'aide sont précisés par un arrêté pris en conseil des ministres.

L'aide financière est attribuée par arrêté pris par l'autorité compétente après examen du dossier.

Art. LP. 13.— Contenu de l'arrêté attributif de l'aide

L'arrêté attribuant l'aide comporte au moins la désignation du bénéficiaire, la nature, l'objet et le montant de l'aide, le montant hors taxe de la dépense entrant dans l'assiette éligible du projet concerné, les modalités de versement, de justification et de contrôle, les conditions suspensives ou résolutoires de l'attribution de l'aide, les modalités de recalcul du montant de l'aide et les délais de commencement de mise en œuvre et d'achèvement des opérations.

Art. LP. 14.— Refus

En cas de refus d'attribution de l'aide, celui-ci est notifié par courrier recommandé avec accusé de réception, signifié par acte d'huissier ou remis en main propre contre décharge.

Art. LP. 15.— Caducité de la décision d'attribution de l'aide

La décision attribuant l'aide est réputée caduque en l'absence de commencement de mise en œuvre du projet dans un délai d'un an à compter de la notification de l'arrêté attributif de l'aide.

CHAPITRE II - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Art. LP. 16.— I. - L'octroi de l'aide implique pour le bénéficiaire ou son représentant le respect des obligations cumulatives suivantes :

- 1° Attester auprès du service en charge du tourisme de la réalisation des études, travaux, prestations de service ou de l'acquisition d'équipements, par la production de pièces justificatives. Les délais de réalisation, les cas dans lesquels il peut y être dérogé et les pièces justificatives sont déterminés par arrêté pris en conseil des ministres ;
- 2° Suivre un programme de formation mis en place par la Polynésie française en faveur du secteur touristique, dans un délai qui sera précisé par arrêté pris en conseil des ministres ;
- 3° Dans le cas où il détient un récépissé attestant du dépôt d'un dossier complet de demande de classement, finaliser la procédure de classement de son hébergement touristique conformément à la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée.

II. - Le bénéficiaire d'une aide doit exploiter la pension de famille en personne ou confier cette exploitation à une tierce personne intervenant pour son compte et en son nom :

- pendant au moins dix années consécutives à compter du versement de la dernière tranche de l'aide mentionnée au a) de l'article LP. 2. Lorsque cette aide a fait l'objet du versement d'un complément dans les conditions fixées à l'article LP. 5, cette durée court à compter du versement de la dernière tranche due au titre du complément ;
- pendant au moins cinq années consécutives à compter de la date d'acquisition d'équipements ayant bénéficié de l'aide mentionnée au b) de l'article LP. 2.

La durée minimale d'exploitation peut être diminuée lorsque le bénéficiaire justifie d'un changement non prévisible de sa situation personnelle qui l'oblige à cesser son exploitation, ou lorsque la vente de l'établissement est ordonnée par une décision de justice ayant autorité de la chose jugée.

III. - Le bénéficiaire de l'aide mentionnée au a) de l'article LP. 2 s'engage au maintien ou à la création de l'emploi salarié au sein de son établissement, selon les conditions fixées par arrêté pris en conseil des ministres.

CHAPITRE III - VERSEMENT, CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES AIDES ET REMBOURSEMENT

Art. LP. 17.— Les modalités de versement

Les aides sont versées en une fraction ou par tranches, selon les modalités fixées par arrêté pris en conseil des ministres, sur présentation par le bénéficiaire des pièces justificatives nécessaires à l'instruction et au suivi de l'avancement de la réalisation des opérations. Ces pièces sont validées par le service en charge du tourisme au regard de la bonne réalisation des opérations et de la conformité de leurs caractéristiques avec celles présentées dans l'arrêté attributif.

Dans le cas où le montant des opérations réalisées est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir du montant hors taxe des opérations réalisées entrant dans l'assiette éligible du projet concerné. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant des opérations réalisées est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'il puisse être réévalué.

Aucune aide ne peut être attribuée au titre des travaux ou achats effectués avant la date du récépissé de dépôt de dossier complet de demande d'aide. Toutefois, les frais d'études liés au diagnostic des travaux à effectuer dans le cadre du dispositif d'aide à la mise en conformité des installations peuvent être inclus dans le montant hors taxe de l'assiette éligible lorsque ce diagnostic a été accompli dans les six mois précédant la date du dépôt de dossier complet de demande d'aide.

Art. LP. 18.— Contrôle

Afin de vérifier la bonne utilisation de l'aide octroyée et le respect des dispositions de la présente loi du pays, le service en charge du tourisme peut à tout moment exiger du bénéficiaire la fourniture de tous documents et informations, notamment comptables et statistiques, tels que définis par arrêté pris en conseil des ministres. Une visite des travaux, constructions ou équipements peut également être organisée en présence du bénéficiaire.

Le cas échéant, le bénéficiaire est tenu de signaler toute modification portant sur sa personnalité juridique.

Art. LP. 19. — Remboursement

Le remboursement total ou partiel de l'aide est exigé dans les cas suivants :

- 1° En cas de non-emploi, d'emploi partiel ou d'emploi non conforme à l'objet des aides versées, notamment :
 - lorsque l'affectation des crédits octroyés a été modifiée sans autorisation préalable et écrite de l'autorité compétente ;
 - en l'absence de justification de l'utilisation conforme de l'aide attribuée ;
- 2° En cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ou dans la production des pièces justifiant la dépense réalisée ;
- 3° Lorsque les opérations ont été subventionnées au-delà des taux autorisés ;
- 4° Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre au contrôle de l'administration compétente en matière de contrôle de conformité des opérations réalisées ;
- 5° En cas de non-respect des dispositions de la présente loi du pays, ou des arrêtés et décisions pris pour son application.

Les conditions et les modalités de remboursement de l'aide sont précisées par arrêté pris en conseil des ministres.

TITRE IV - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. LP. 20. — La loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de familles est abrogée à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi du pays sous les réserves suivantes :

- les bénéficiaires ayant obtenu une aide en application de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée restent tenus au respect des obligations déterminées par cette réglementation et des dispositions et décisions prises pour son application. Toutefois le délai dans lequel ils peuvent solliciter une nouvelle intervention au titre de la présente loi du pays est de cinq ans à compter de l'arrêté d'octroi de l'aide précédente ;
- les demandes d'aide en cours d'instruction, qui à la date d'entrée en vigueur de la présente loi du pays ont fait l'objet d'un récépissé de dépôt de dossier complet, demeurent régies par les dispositions fixées par la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée, à l'exception de son article LP. 19. La durée minimum d'exploitation qui leur est applicable est celle prévue par l'article LP. 16. II de la présente loi du pays. En outre, le délai dans lequel une nouvelle intervention au titre de la présente loi du pays peut être sollicitée est de cinq ans à compter de l'arrêté d'octroi de l'aide précédente.

Art. LP. 21. — La référence à la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée est remplacée par la référence à la présente loi du pays dans toutes les dispositions réglementaires en vigueur.

Art. LP. 22. — La délibération n° 2000-1 APF du 13 janvier 2000 instituant un dispositif d'aide en faveur des pensions de famille et des petits hôtels familiaux est abrogée.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 4 octobre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

La vice-présidente, ministre des solidarités,

Minarii Chantal GALENON-TAUPUA

*La ministre de la fonction publique,
de l'emploi, du travail,
de la modernisation de l'administration,
du développement des archipels
et de la formation professionnelle,*
Vannina CROLAS

*Le ministre de l'économie,
du budget et des finances,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'agriculture,
des ressources marines,
de l'environnement,*
Taivini TEAI

Travaux préparatoires :

- avis n° 13 CESEC du 18 décembre 2023 du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;
- arrêté n° 927 CM du 3 juillet 2024 soumettant un projet de loi du pays à l'Assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission du tourisme et de la culture le 7 août 2024 ;
- rapport n° 81-2024 du 8 août 2024 de M. Cliff LOUSSAN, rapporteur du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 22 août 2024 ; texte adopté n° 2024-24 LP/APF du 22 août 2024 ;
- publication à titre d'information au JOPF n° 50 NS du 30 août 2024.

Loi du pays n° 2024-31 du 4 octobre 2024 portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française

NOR : DAF24200675LP

Après avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — L'article 8 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française est rédigé comme suit :

« Art. LP. 8.— La durée des autorisations d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public tient compte de la nature et du type d'occupation sollicitée ainsi que de l'activité et des ouvrages et installations autorisés. Elle ne peut être supérieure à neuf ans.

Par dérogation à cette durée de principe, les autorisations d'occupation temporaire sur le domaine public accordées dans les cas limitativement énumérés ci-après peuvent avoir une durée allant jusqu'à soixante-dix ans :

- autorisations accordées sur une dépendance du domaine public de la Polynésie française ou du domaine propre d'un établissement public territorial dans le cadre d'une concession de service public, d'outillage public ou d'installation portuaire de plaisance qui met à la charge du concessionnaire, dans le cadre d'une mission de service public industriel et commercial, les travaux d'infrastructure, l'établissement d'installations fixes ou mobiles, l'entretien des ouvrages. Le concessionnaire exploite les installations concédées ou celles qu'il a créées et en recueille les fruits. La durée de l'autorisation ne peut en tout état de cause pas dépasser la durée de la concession ;
- autorisations accordées pour la création d'établissements hôteliers ;
- autorisations accordées pour la réalisation de grands projets de développement économique, industriel ou touristique nécessitant un investissement important dans les zones de développement prioritaires instituées par la réglementation en vigueur ;
- autorisations accordées pour l'exercice des activités de pêche et d'aquaculture ;
- autorisations accordées pour la pose, l'exploitation et l'enlèvement de toutes installations et câbles sous-marins.

Les autorisations d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public peuvent donner lieu à renouvellement, accordé par l'autorité compétente. »

Art. LP. 2.— La présente loi du pays s'applique aux demandes réceptionnées à compter du jour de son entrée en vigueur.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 4 octobre 2024.
Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des grands travaux,
de l'équipement,*
Jordy CHAN

*Le ministre de l'économie,
du budget et des finances,*
Warren DEXTER

*Le ministre de l'agriculture,
des ressources marines,
de l'environnement,*
Taivini TEAI

Travaux préparatoires :

- avis n° 26 CESEC du 19 juillet 2024 du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;
- arrêté n° 998 CM du 11 juillet 2024 soumettant un projet de loi du pays à l'Assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission du logement, des affaires foncières et du développement durable le 7 août 2024 ;
- rapport n° 80-2024 du 8 août 2024 de Mmes Béatrice FLORES-LE GAYIC et Maite HAUATA AH-MIN, rapporteuses du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 22 août 2024 ; texte adopté n° 2024-25 LP/APF du 22 août 2024 ;
- publication à titre d'information au JOPF n° 50 NS du 30 août 2024.

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes